



## **Section 3**

# **Les femmes en politique et dans la vie publique**



FEMMES DANS LA  
FILE D'ATTENTE AVEC  
LEUR BULLETIN DE VOTE  
LE JOUR DES ÉLECTIONS,  
JAVA.



La capacité des Etats à tenir leurs promesses—qu’elles concernent l’égalité des sexes ou autre chose—ainsi que les résultats des réformes de l’économie et de la gouvernance, dépendent essentiellement de la stratégie politique appliquée. Cela est de plus en plus manifeste et c’est pourquoi ceux qui analysent le développement s’intéressent davantage à la dynamique politique. Toutefois, les mécanismes politiques qui influent sur l’égalité des sexes et sur l’action menée pour y parvenir n’ont pas encore été complètement étudiés ou compris.

Cette section propose une réflexion sur les interactions entre la sphère politique au sens large et les moyens mis en œuvre pour intégrer les droits et les intérêts des femmes dans la politique des pouvoirs publics. Elle analyse en particulier la thèse selon laquelle une plus forte présence féminine dans les organes de décision incite les institutions gouvernementales à mieux tenir compte des besoins des femmes et se traduit par une augmentation des dépenses consacrées à la satisfaction de ces besoins.

Le premier chapitre, intitulé “Les femmes dans la fonction publique: Une progression constante”, étudie le phénomène encourageant de l’élection d’un nombre encore jamais atteint de femmes dans les assemblées nationales et en dissèque les mécanismes et les conséquences. Le deuxième chapitre, intitulé “Quand les femmes se mobilisent pour remodeler la démocratie”, analyse l’impact des mouvements féminins sur la prise de décision dans la sphère publique et les questions que soulèvent les autres identités politiques des femmes, ethniques ou religieuses en particulier. La réforme de la gouvernance actuellement mise en œuvre aux échelons national et local revêt une importance déterminante pour les femmes et l’égalité des sexes, mais tient-elle suffisamment compte des disparités hommes-femmes? Les troisième et quatrième chapitres, intitulés respectivement “Genre et “bonne” gouvernance” et “Décentralisation et égalité entre les sexes” examinent les conséquences pour les femmes d’une série de réformes du secteur public, qui sont censées responsabiliser davantage les pouvoirs publics et accroître la participation de la population à la prise de décision.





# Chapitre 9

## Les femmes dans la fonction publique: Une progression constante

Une résolution du Programme d'action de Beijing qui s'est traduite par des progrès notables est celle qui facilite l'accès des femmes à des postes politiques. Même si les gouvernements y ont répondu de manière inégale et s'il reste encore bien du chemin à parcourir, l'arrivée d'un plus grand nombre de femmes dans des fonctions représentatives n'en est pas moins un succès qu'il convient de célébrer comme une contribution au renforcement de la démocratie dans le monde.

Même si la proportion moyenne de femmes dans les assemblées nationales n'est passée de 9 pour cent en 1995 qu'à près de 16 pour cent en 2004, c'est-à-dire à un niveau très en dessous de la parité préconisée à Beijing, 16 pays ont réussi à intégrer au moins 30 pour cent de femmes dans leur parlement national (tableau 9.1). En 2003, le Rwanda détenait le record mondial, les femmes représentant plus de la moitié de ses parlementaires, soit une proportion supérieure à celle du pays de l'OCDE où elle est la plus élevée. La même année, la Finlande a confié le mandat présidentiel (chef de l'État) et celui de premier ministre (chef du gouvernement) à deux femmes, une autre "première" pour des élues politiques. Cependant, ces succès restent exceptionnels. Faute de mesures correctives en faveur des femmes (action positive) pour encourager les candidatures féminines, le nombre de femmes sur la scène politique mondiale reste faible et n'augmente que péniblement au rythme de 0,5 pour cent par an.

Comme on l'a vu au chapitre 1 (figure 1.3), chaque région du monde, à l'exception de l'Europe orientale et de l'Asie centrale, n'a enregistré qu'une faible augmentation du nombre de femmes exerçant une charge publique. Dans les anciens États

communistes de ces deux régions, la proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux a chuté de 50 pour cent après 1989, lorsque les anciens quotas de femmes, propres aux partis communistes, ont été abandonnés; mais à la fin des années 1990, la situation s'est quelque peu rétablie. Cette expérience est un heureux indicateur que la tendance à une participation accrue des femmes à la vie politique peut facilement s'inverser.

Le nombre de femmes exerçant des fonctions politiques n'est pas le meilleur indicateur de l'importance de la participation féminine à la vie politique ni de l'efficacité de celle-ci pour influencer sur les orientations politiques dans un sens favorable aux préoccupations des femmes. Il ne reflète pas non plus nécessairement le degré de militantisme de la société civile sur les questions intéressant les femmes. Dans les pays qui pratiquaient un socialisme d'État avant 1989, la forte proportion de femmes engagées dans la vie politique officielle n'a pas renforcé les mouvements féminins; en fait, c'est sous ces régimes qu'a été supprimée l'activité autonome des femmes dans la société civile.<sup>1</sup> L'expérience de l'Inde et des États-Unis est fort différente; ces pays comptent les plus vastes mouvements féminins du monde, tant par le nombre et la diversité des organisations que par la masse numérique des adhérents. Pourtant, la présence des femmes dans le parlement national y est la plus faible au monde.<sup>2</sup>

Le nombre de femmes engagées dans des organisations féminines, et même le nombre d'organisations féminines actives dans un pays donné, renseignent bien davantage sur le niveau de participation des femmes à la vie politique que le niveau de représentation féminine officielle dans les organes

**Tableau 9.1 Pays atteignant le "seuil critique" (30 pour cent et plus) de femmes parlementaires (avril 2004)**

Pays	Système électoral	Existence de quotass <sup>(2)</sup>	% de femmes dans les assemblées nationales
Rwanda	Pluralité: système majoritaire à un tour	OUI Type 1: la constitution établit des quotas de femmes. Type 2: la constitution établit des quotas de femmes pour l'Assemblée nationale. Type 3: 20 pour cent des postes de conseillers de district sont réservés aux femmes.	48,8
Suède	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: quota de 50 pour cent de femmes dans le Parti travailliste socio-démocrate suédois, le Parti de gauche et le Parti suédois des Verts.	45,3
Danemark	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	NON Le pays appliquait généralement le type 4. Les systèmes de quotas ont été abandonnés vers 1996.	38,0
Finlande	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	NON non applicable.	37,5
Pays-Bas	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: le Parti travailliste a un quota de 50 pour cent de femmes; les Verts de gauche ont aussi un quota de femmes (% non confirmé).	36,7
Norvège	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: quota de 40 pour cent de femmes dans le Parti socialiste de gauche, le Parti travailliste norvégien, le Parti du Centre et le Parti populaire chrétien.	36,4
Cuba	Majorité: scrutin à deux tours	NON non applicable	36,0
Espagne	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: le Parti espagnol des travailleurs socialistes a un quota de 40 pour cent pour les deux sexes.	36,0
Belgique	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 2: quota minimum d'un tiers pour les deux sexes; deux postes de direction figurant sur une liste de parti ne peuvent être pourvus avec des candidats du même sexe. Type 4: quota de 50 pour cent de femmes dans le Parti socialiste flamand et le Parti socialiste wallon.	35,3
Costa Rica	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 2: quota de 40 pour cent de femmes dans toutes les élections publiques. Type 4: quota de 40 pour cent de femmes dans le Parti de Libération nationale et dans le Parti de l'Unité sociale chrétienne; 50 pour cent de femmes dans le Parti de l'Action citoyenne.	35,1
Argentine	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 1: la constitution établit un quota de femmes Type 2: sur les listes de parti doivent figurer 30 pour cent de femmes en position de gagner. Type 3: les lois applicables à la capitale et aux provinces prévoient des quotas. Type 4: La plupart des partis ont adopté le quota de 30 pour cent de femmes.	34,0
Autriche	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: l'Alternative verte a un quota de 50 pour cent de femmes, le Parti populaire autrichien de 33,3 pour cent et le Parti social démocrate autrichien de 40 pour cent.	33,9
Allemagne	Représentation proportionnelle: scrutin mixte (homme-femmes)	OUI Type 4: le Parti du socialisme démocratique et les Verts ont un quota de 50 pour cent de femmes, l'Union des chrétiens démocrates de 33,3 pour cent et le Parti social démocrate allemand de 40 pour cent.	32,2
Islande	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: L'Alliance populaire et le Parti socio-démocrate ont un quota de femmes de 40 pour cent.	30,2
Mozambique	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: le Front de Libération du Mozambique a un quota de femmes de 30 pour cent.	30,0
Afrique du Sud <sup>(1)</sup>	Représentation proportionnelle: scrutin de liste	OUI Type 4: l'African National Congress a un quota de 30 pour cent de femmes et de 50 pour cent sur ses listes électorales au niveau local.	30,0

Notes: Dans les parlements nationaux des autres pays du monde, la proportion de femmes est inférieure à 30 pour cent.

(1) Information de décembre 2003 (les informations d'avril 2004 n'étaient pas disponibles).

(2) Types de quotas: Type 1 = Quota constitutionnel pour le parlement national.

Type 2 = Quota établi par la législation électorale ou par le règlement du parlement national.

Type 3 = Quota constitutionnel ou législatif pour les gouvernements infranationaux.

Type 4 = Quota des partis politiques pour les candidats aux élections.

Sources: IDEA 2002; IDEA et Université de Stockholm 2004; UIP 2004.

composés de membres élus. Mais on ne dispose pas de données comparables à l'échelle internationale sur le nombre et la force des associations et mouvements féminins. La participation des femmes à la vie politique doit se concevoir en des termes plus généraux que ne le laisseraient supposer de tels chiffres, s'ils existaient: de nombreuses femmes expriment leurs intérêts et leur points de vue à travers leur activité dans un vaste éventail d'associations politiques et civiques.

## VERS UNE "MASSE CRITIQUE"?

Malgré les risques que comporte une interprétation trop optimiste de l'augmentation du nombre de femmes dans la politique représentative, leur présence, leur masse numérique et leur visibilité sont importantes. Avec l'arrivée de femmes plus nombreuses dans la compétition électorale officielle apparaissent des problèmes liés à la structure politique. Les systèmes électoraux peuvent être réformés dans le sens d'une représentation paritaire hommes-femmes; les partis politiques dominés par les hommes peuvent être contestés; et le fait que davantage de femmes assument des responsabilités politiques de haut niveau et qu'elles ont gagné en visibilité a eu pour effet que l'on s'intéresse davantage aussi à leurs besoins, tant sur le plan politique que dans la pratique.

C'est l'idée exprimée par le concept selon lequel une "masse critique" de femmes peut changer la culture, la pratique et les résultats de la politique. La métaphore de la masse critique a été utilisée pour la première fois dans les années 1980 pour expliquer l'impact que la présence de femmes dans des organes d'États aux niveaux local et national des pays scandinaves avait eu sur l'élaboration des politiques et sur les priorités en matière de dépenses; la proportion considérée comme nécessaire pour atteindre cette masse critique avoisine les 30 pour cent.<sup>3</sup> Ainsi, en Norvège, cette "masse critique" s'est traduite par l'adoption de mesures diverses: accroissement des services subventionnés de garde d'enfants, instauration du congé parental, introduction d'horaires de travail flexibles et amélioration des droits à pension pour les tâches d'assistance non rémunérées.<sup>4</sup> En

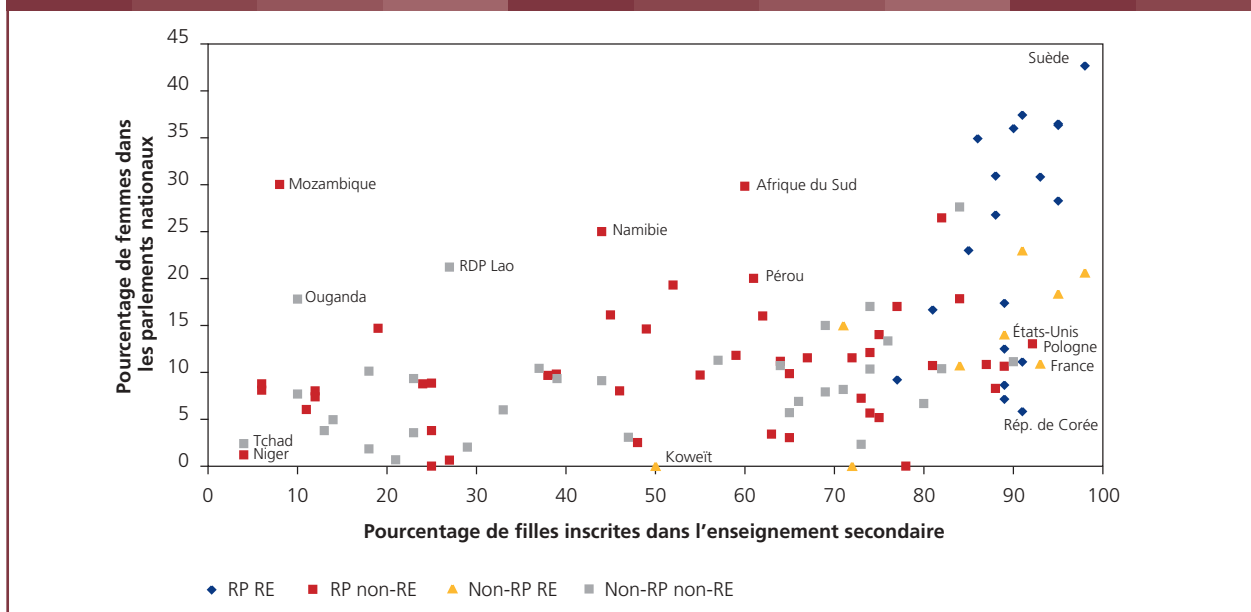
Afrique du Sud, une nouvelle législation importante sur le viol, la violence domestique et les droits à l'avortement a été promulguée après avoir été parrainée par des femmes en exercice: en 1994, ces femmes représentaient 25 pour cent de l'équipe gouvernementale.<sup>5</sup>

Outre son efficacité en tant que slogan mobilisateur, ce concept de masse critique implique une relation de cause à effet automatique, voire irréversible, entre l'augmentation du nombre de femmes actives en politique et les résultats—meilleurs—obtenus en faveur des femmes. Mais de nombreux obstacles empêchent les femmes d'accéder facilement à la vie publique—un projet suffisamment difficile en soi—et entravent leur capacité à infléchir les décisions dans quelque sens que ce soit, sans parler d'obtenir la parité entre les sexes. Ces obstacles incluent notamment un machisme bien ancré dans les partis politiques et au moins autant dans les institutions officielles de l'État, depuis les politiques et systèmes budgétaires qui déterminent les priorités à établir en matière de dépenses jusqu'aux mécanismes en place pour faire appliquer les lois, rendre la justice et demander des comptes. Il faudra bien plus que l'arrivée en force de femmes sur la scène politique pour lever des obstacles de cette nature.

## POURQUOI LES FEMMES SONT-ELLES ABSENTES?

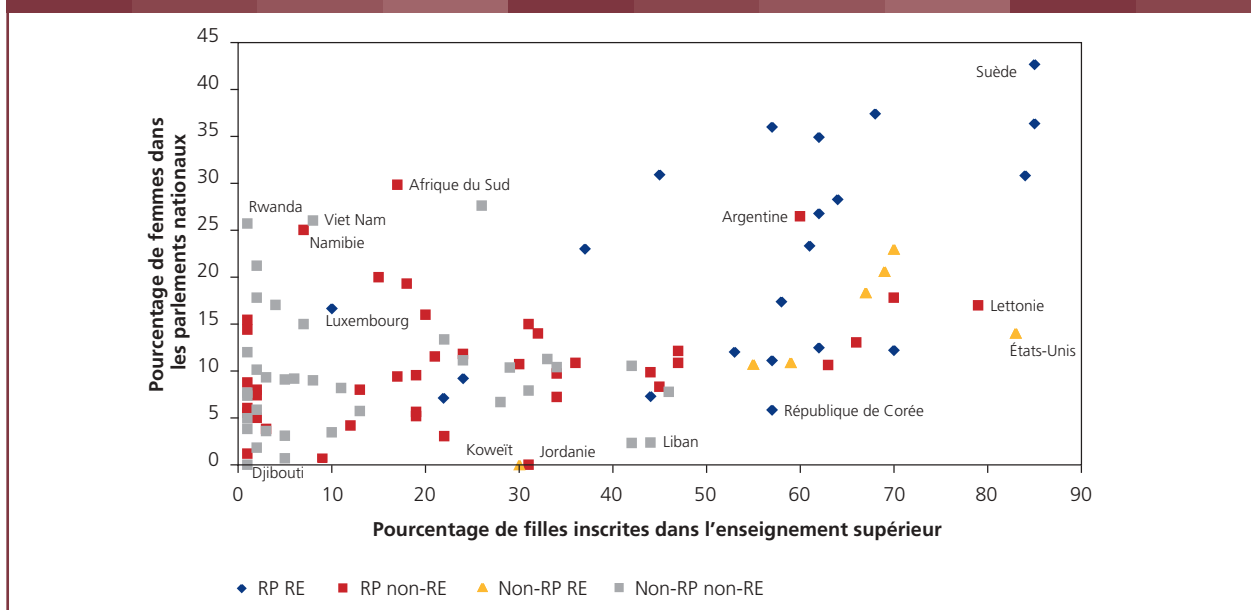
On peut expliquer par le bon sens commun le faible nombre de femmes engagées dans la vie politique, en invoquant notamment le fait que les ressources allouées aux personnalités féminines de la vie publique—éducation, loisirs, emploi, revenu et relations—sont moins importantes que celles allouées à leurs homologues masculins. Cependant, comme le montrent les figures 9.1 à 9.3, il est difficile d'établir une corrélation automatique entre le niveau d'éducation ou l'activité économique des femmes, d'une part, et leur participation à la vie politique, d'autre part. Les pays et régions présentant des niveaux similaires de scolarisation féminine dans l'enseignement du second et du troisième degrés ont des niveaux très différents de représentation

**Figure 9.1. Les femmes dans les parlements nationaux et le taux net de scolarisation des femmes dans l'enseignement secondaire (2001)**



Notes: RP = Pays à scrutin à la proportionnelle ou à la semi-proportionnelle; RE = Pays à revenu élevé  
Sources: Division de statistiques des Nations Unies 2004; PNUD 2003.

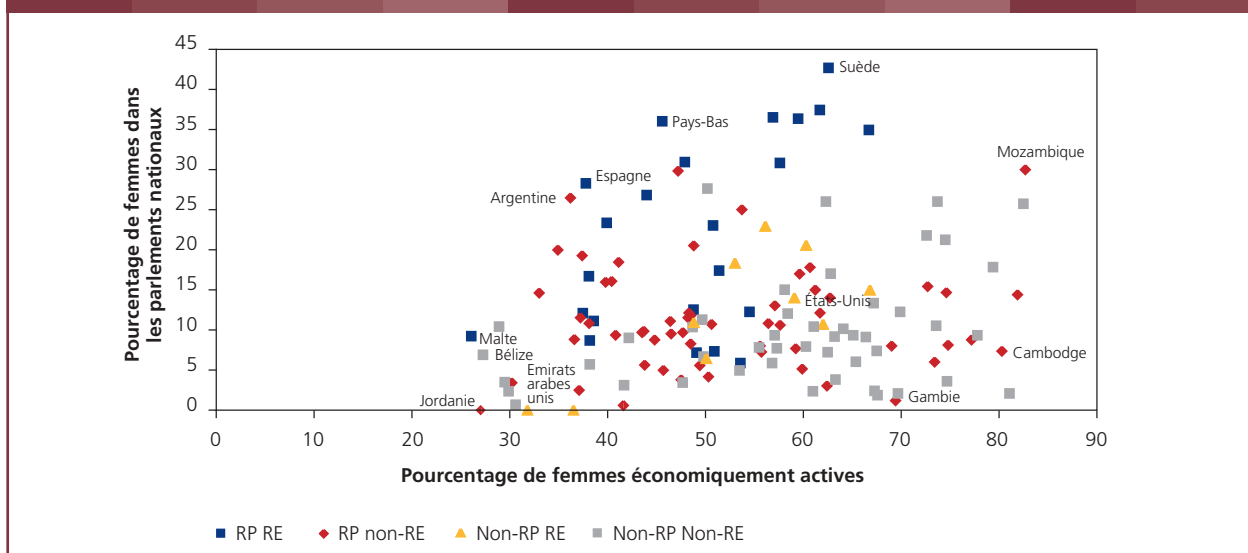
**Figure 9.2. Les femmes dans les parlements nationaux et le taux brut de scolarisation des femmes dans l'enseignement du troisième degré (2001)**



Notes: RP = Pays à scrutin à la proportionnelle ou à la semi-proportionnelle; RE = Pays à revenu élevé  
Sources: Division de statistiques des Nations Unies 2004; PNUD 2003.



**Figure 9.3 Les femmes dans les parlements nationaux et le pourcentage de femmes économiquement actives (2001)**



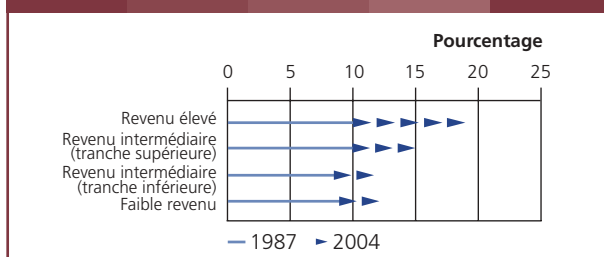
Notes: RP = Pays à scrutin à la proportionnelle ou à la semi-proportionnelle; RE = Pays à revenu élevé  
Sources: Division de statistiques des Nations Unies 2004; PNUD 2003.

féminine sur la scène politique. La relation entre le taux de femmes économiquement actives et le nombre de femmes exerçant des responsabilités publiques est tout aussi inégale. Les données disponibles ne permettent pas de dire que le niveau de participation des femmes à la vie publique officielle croît simplement en fonction de leur niveau d'éducation ou de leur statut professionnel par rapport à ceux des hommes.

Cette thèse est confirmée par une étude qui a été réalisée dans 23 pays d'Asie à faible revenu et à revenu intermédiaire. Elle conclut que le degré de participation des femmes à la vie politique ne varie guère, que celles-ci soient quasiment toutes instruites, comme en République de Corée, qu'une grande partie le soient (comme à Sri Lanka) ou que très peu soit alphabétisées (comme au Pakistan et au Népal).<sup>6</sup> Cela veut dire que d'autres facteurs liés à l'appartenance sexuelle interviennent qui n'encouragent guère les femmes à s'engager dans la vie politique; par exemple, la sélection et le traitement sexistes dont elles font l'objet dans les institutions politiques.

Comme le montre la figure 9.4, le revenu national a une incidence sur l'entrée des femmes dans la vie politique officielle. Dans les pays à revenu élevé, les femmes ont généralement l'avantage de représenter un capital humain supérieur; en outre, les institutions démocratiques et le principe de transparence y sont mieux implantés, et les systèmes plus ouverts que dans les pays en développement ou en transition. Mais des moyennes comme celles-ci masquent d'importantes disparités. Ainsi, aux États-Unis, pays le plus prospère du monde, les femmes sont

**Figure 9.4 Femmes dans les parlements nationaux: variation des moyennes en fonction du niveau de revenu (1987-2004)**



Source: Calculé d'après UIP 2004; Division de statistiques des Nations Unies 2004; ONU 2003.

sous-représentées dans la vie politique, alors que des pays parmi les plus pauvres du monde, comme le Rwanda et le Mozambique, comptent un pourcentage élevé de femmes politiques.

Les différences culturelles jouent un rôle important pour déterminer les niveaux de participation des femmes, comme en témoignent les données concernant les États indiens du Kerala et du Rajasthan. Le Kerala a une tradition matrilineaire qui confère aux femmes une plus grande autonomie et une plus grande mobilité que dans les autres parties de l'Inde, et elles s'y marient beaucoup plus tard que dans les autres États. Au Rajasthan, en revanche, les communautés ont une tendance patriarcale agressive et perpétuent des pratiques traditionnelles telles que le mariage des enfants. Les taux d'alphabétisation des femmes dans ces deux États se situent, l'un par rapport à l'autre, aux extrémités du spectre : 86 pour cent dans le Kerala, contre 20 pour cent dans le Rajasthan, ce chiffre tombant même à 12 pour cent dans les zones rurales. Cependant, l'avantage culturel et éducatif des femmes du Kerala n'a pas eu pour effet de les

propulser plus massivement vers la vie politique que dans le Rajasthan. Dans aucun de ces États la proportion de femmes dans les assemblées législatives n'a atteint ne serait-ce que 10 pour cent, le taux record étant de 9 pour cent au Kerala pendant la période 1993-97, et de 8 pour cent dans le Rajasthan pendant les années 1985-90.<sup>7</sup>

## SYSTÈMES ÉLECTORAUX ET ACCÈS DES FEMMES À LA VIE POLITIQUE

Le Kerala et le Rajasthan, de tradition culturelle différente, ont le même système électoral. Les données disponibles montrent que les systèmes électoraux—la manière dont les votes des citoyens sont convertis en sièges dans les organes représentatifs—sont l'indice qui renseigne le mieux sur le nombre de femmes engagées dans la vie politique.<sup>8</sup> Une analyse par régression,

### Encadré 9.1 Les différents modes de scrutin et leurs incidences respectives sur le ratio hommes/femmes

Les systèmes électoraux varient essentiellement par la *formule électorale* utilisée pour traduire les votes en sièges dans une assemblée représentative, par la *structure du scrutin* et par la *taille du district*.

Il existe deux grands modes de scrutin : à la majorité simple/qualifiée et à la proportionnelle.

Les *systèmes de scrutin à la majorité simple/qualifiée* s'utilisent généralement dans les circonscriptions uninominales, où les électeurs élisent leur candidat préféré et où est déclaré gagnant le candidat ayant recueilli le plus de suffrages. Certains systèmes tentent de dégager une préférence à la majorité qualifiée en prévoyant, par exemple, un deuxième tour de scrutin opposant les candidats ayant recueilli le plus de voix au premier. Mais la formule la plus courante, utilisée dans au moins 70 pays, est le système Westminster à scrutin uninominal et à la majorité simple.

Dans les *systèmes de scrutin à la proportionnelle*, les électeurs choisissent leur parti préféré, et les sièges pour la chambre pertinente du Parlement sont attribués en proportion du pourcentage de suffrages recueillis par le parti. Les circonscriptions électorales où l'on pratique le scrutin à la proportionnelle sont généralement plurinominales, c'est-à-dire que plus d'un représentant est élu. Avec le mode de scrutin propre aux systèmes à la proportionnelle, une liste de candidats est soumise aux électeurs ; cette liste peut être "ouverte", c'est-à-dire qu'elle permet aux électeurs de sélectionner leurs candidats préférés, ou "fermée", c'est-à-dire que le parti désigne ses candidats pour les postes à pourvoir en fonction du pourcentage de suffrages recueillis ; par exemple, si le parti a recueilli 40 pour cent des suffrages, cela veut dire que les 40 premiers pour cent des candidats figurant sur sa liste ont gagné.

Les *scrutins à la représentation semi-proportionnelle* peuvent combiner des listes à la proportionnelle et des systèmes à la majorité simple/qualifiée, par exemple en donnant aux électeurs la possibilité d'opter pour un parti (qui désignera ses candidats pour les sièges à pourvoir en fonction du pourcentage de suffrages recueillis) et pour un candidat individuel dans un district donné. Ou bien, ils appliquent le principe de la majorité simple, mais dans des districts plurinominaux.

qu'elle fasse intervenir des données régionales ou mondiales, produit inmanquablement les mêmes résultats. Sur un total de 174 pays pour lesquels on disposait de statistiques en 2003, ceux dont le système électoral était fondé sur la représentation proportionnelle ont élu en moyenne 16 pour cent de femmes pour siéger dans leur assemblée, contre 11 pour cent dans les pays dont le système électoral n'était pas à la proportionnelle (voir l'encadré 9.1). Le contraste est particulièrement frappant dans certaines régions: en Afrique subsaharienne, les parlements des pays dotés d'un système de représentation proportionnelle comptent en moyenne 12 pour cent de femmes, contre 5 pour cent dans les autres systèmes de représentation.

Ces données concernant la représentation proportionnelle illustrent comment des différences dans les règles institutionnelles peuvent influencer sur le rapport hommes/femmes, que cette incidence soit voulue ou non. Les systèmes de représentation proportionnelle visent à encourager la représentation d'intérêts divers et se sont révélés plus ouverts à la participation féminine que les systèmes à la majorité simple/qualifiée. Dans ce dernier cas, la contrainte "tout ou rien" de la compétition électorale incite les partis à présenter leur candidat le plus sûr, généralement une figure très populaire. Avec les modes de scrutin plurinominaux à la proportionnelle, lorsqu'un parti donné est suffisamment fort pour pouvoir compter sur l'élection de plusieurs de ses candidats, il aura tendance à présenter davantage de candidatures féminines.

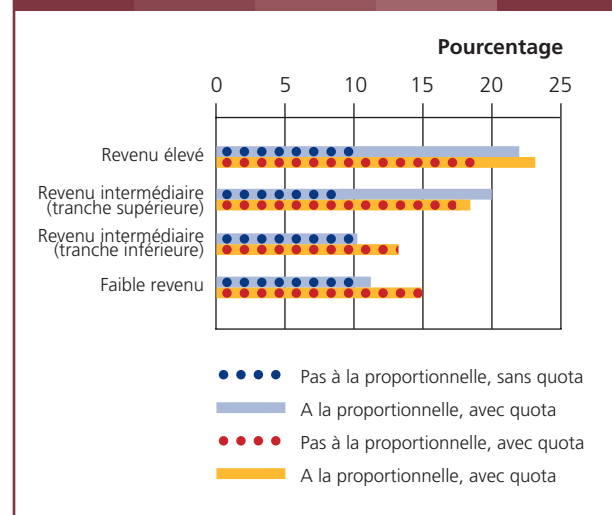
Cependant, même avec les scrutins à la proportionnelle, on observe encore des disparités importantes dans les proportions de femmes élues pour les assemblées. Certains pays utilisant le système électoral à la proportionnelle persistent à élire d'infimes proportions de femmes dans leur parlement; les exemples en sont Israël et la Grèce. Il est tout aussi surprenant de voir des pays utilisant le mode de scrutin uninominal à majorité simple élire des proportions importantes de femmes: c'est notamment le cas de la Nouvelle-Zélande et du Canada. Ainsi, le choix du système électoral ne saurait à lui seul expliquer les variations d'un pays à l'autre. Cela confirme qu'un certain nombre de facteurs déterminent les perspectives électorales des femmes, notamment la culture politique et la nature des partis politiques.

## ACTION POSITIVE: GONFLER LES EFFECTIFS

### Les quotas

Au cours des dix dernières années, de nombreuses mesures d'action positive ont été mises en œuvre dans le but d'atteindre la parité entre les sexes parmi les représentants politiques. Les quotas sur les listes électorales des partis sont les moyens les plus couramment utilisés pour promouvoir la participation féminine à la vie politique: plus de 80 pays y recourent aujourd'hui. Comme le montre la figure 9.5, ils contribuent, avec le scrutin à la proportionnelle, à améliorer les chances électorales des femmes, mais ils aident aussi à élire davantage de femmes avec les autres modes de scrutin.

**Figure 9.5 Femmes dans les parlements nationaux: moyennes par niveau de revenu, par système électoral, et avec/sans quotas (2004)**



Sources: calculs effectués d'après UIP 2004; Division de statistiques des Nations Unies 2004; ONU 2003, IDEA et Université de Stockholm 2004.

Les quotas peuvent être adoptés par des partis sous la pression de leurs militantes, ou être prescrits par la loi. Dans les systèmes uninominaux à majorité simple, les quotas peuvent être

difficiles à appliquer lorsque des sections locales de partis sont très impliquées dans la sélection de leur candidat: ces sections peuvent éventuellement résister aux pressions tendant à exclure des hommes. Avec ces systèmes, certains partis ont tenté d'inciter leurs membres chargés de la sélection des candidats à choisir des femmes, en désignant des "cibles" internes plutôt que d'établir des quotas stricts.

Les quotas ne garantissent pas, à eux seuls, une meilleure représentation féminine: l'engagement des partis est également requis. Les dispositions relatives aux quotas sont contournées lorsque des candidates sont rétrogradées au bas d'une liste fermée, lorsqu'elles ont peu de chances de se voir attribuer un siège au parlement, sauf si le parti remporte une écrasante majorité. Les partis au niveau local éviteront généralement d'appliquer les dispositions relatives aux quotas si aucune sanction n'est prévue en cas de défaut d'application (voir l'encadré 9.2). Aussi, dans certains pays, les quotas n'ont pas atteint le but espéré, à savoir l'élection d'un plus grand nombre de femmes. Le Brésil, le Venezuela et le Panama, par exemple, ont tous établi un quota officiel de 30 pour cent de femmes pour l'assemblée nationale, mais lors des élections législatives, le pourcentage de femmes élues dans chacun de ces pays a été de 9, 10 et 10 pour cent, respectivement.

C'est dans les grandes circonscriptions électorales et là où des noms de femmes doivent figurer à intervalles réguliers sur les listes que les quotas sont le plus efficaces: une liste "zippée" ou "zébrée" en Afrique australe, est une liste où figurent en alternance les femmes et les hommes. Les partis coopèrent mieux lorsque le non-respect des quotas est sanctionné, par le retrait des subventions de campagne, par exemple. Ces conditions sont en vigueur en Argentine, en Bolivie, en Uruguay et au Costa Rica; l'Argentine prévoit un quota de 30 pour cent pour les femmes et leur a attribué 31 pour cent des sièges aux dernières élections nationales; au Costa Rica, où le quota électoral pour les femmes est fixé à 40 pour cent, 35 pour cent des sièges de l'assemblée ont été attribués à des femmes. Dans ces deux pays, la loi exige que le système mette les femmes en position de gagner.

### Sièges réservés et circonscriptions électorales

Dans le cas du scrutin uninominal à la majorité simple/qualifiée, on préfère des systèmes de sièges réservés pour les femmes à celui des quotas. Ces systèmes peuvent varier selon que les sièges sont pourvus par un processus d'élection directe ou indirecte.

#### Encadré 9.2 Contestation juridique des violations de la loi sur les quotas en Argentine

En 1991, l'Argentine a promulgué une loi sur les quotas qui prescrit qu'au moins 30 pour cent des candidats aux élections soient des femmes. Au cours des élections législatives (*Chambre des députés*) de 1993, les chefs de chaque parti et de chaque province n'ont pas respecté cette loi. Parce que les juges électoraux considéraient à l'époque que la loi sur les quotas n'était pas une "loi publique", seuls les candidats ayant subi un préjudice étaient habilités à contester les listes. Des groupes féminins très organisés, soutenus par le *Consejo Nacional de la Mujer*, lui-même parrainé par l'État, ont promptement apporté leur soutien aux femmes de l'ensemble de l'échiquier politique dans les 24 districts électoraux pour l'introduction d'une contestation juridique. Les poursuites judiciaires ont donné lieu à des décisions de la chambre électorale nationale et de la Cour suprême, confirmant que la loi sur les quotas était une loi publique et qu'elle devait s'appliquer. Un amendement constitutionnel accordant aux femmes l'égalité de chances pour accéder à une fonction élective et politique au sein d'un parti grâce à des mesures de discrimination positive, a également été approuvé. Aujourd'hui, les femmes détiennent plus d'un tiers des sièges dans les deux chambres du Congrès argentin, et les listes du parti qui ne sont pas conformes aux lois sur le quota minimum de 30 pour cent sont rejetées.

Source: Bouvier 2004.

Pendant des décennies, la Tanzanie, le Pakistan et le Bangladesh ont pourvu les sièges de femmes parlementaires en les attribuant aux femmes nommées par leurs propres partis en proportion des sièges remportés. Ces sièges réservés n'étaient rien d'autre qu'une manière de gonfler les majorités gouvernementales, nuisant de ce fait à la légitimité perçue des femmes qui les occupaient.

Un autre exemple d'attribution de sièges selon un processus indirect nous vient de l'Ouganda, où il existe une catégorie spéciale de sièges réservés aux "représentantes" de chaque district du pays. La majorité des femmes parlementaires occupent de tels sièges, et elles sont choisies par des collèges électoraux de district, composés de représentants des autorités locales, presque tous des hommes jusque tout récemment.

Une autre méthode d'action positive est celle qui consiste à réserver un pourcentage de circonscriptions territoriales aux fins d'une compétition exclusivement féminine; cela permet aux femmes de concourir pour recueillir des suffrages populaires plutôt que de recourir aux groupes de pression pour se faire nommer par une élite du parti. Selon un amendement constitutionnel de 1992, un tiers des sièges des gouvernements locaux de l'Inde sont réservés aux femmes, et ces circonscriptions changent selon un principe de rotation à chaque tour de scrutin, ce qui permet—ou fait obligation—à une nouvelle série d'électeurs de désigner, à chaque fois, une femme comme représentante.

## Impact des mesures correctives en faveur des femmes

La conception et l'application des systèmes de quotas et de sièges réservés influent sur la légitimité perçue des femmes politiques qui les occupent. Elles peuvent également affecter la relation entre les femmes politiques et les organisations et mouvements féminins, ainsi que la volonté ou la capacité des acteurs politiques de promouvoir les objectifs d'égalité hommes-femmes sur la scène politique.

Comme cela arrive dans tous les systèmes de traitement préférentiel, les bénéficiaires risquent d'être stigmatisés. Une

candidate peut passer pour une figurante jouant un rôle purement symbolique, sans aucune crédibilité représentative, surtout si elle n'a pas de circonscription électorale. Lorsque ce sont les bureaux politiques qui décident de faire figurer des femmes sur une liste ou de leur réserver des sièges, les aspirantes candidates devront répondre essentiellement devant la direction du parti plutôt que devant les représentants d'une circonscription éventuellement favorable à l'égalité hommes-femmes. En Ouganda, on sait que la sélection opérée par un collège électoral de district pour l'attribution des sièges réservés à l'assemblée empêche les aspirantes de promouvoir un programme féministe ou d'avouer qu'elles ont des liens avec un mouvement féminin; un tel aveu pourrait être synonyme de suicide électoral si, sur le plan social, le collège électoral est de tendance conservatrice.

Parmi les mesures de discrimination positive, l'adoption volontaire de quotas de candidatures féminines pour les partis a probablement été la plus efficace pour normaliser l'engagement des femmes dans la vie politique. La lutte pour établir ces quotas a parfois contribué à renforcer l'engagement d'un parti à la cause de l'égalité hommes-femmes et à forger des relations entre les femmes politiques et les organisations féminines présentes dans la société. Quand des partis ont suivi l'exemple d'autres partis—comme cela s'est produit parmi les partis conservateurs de l'Europe continentale dans une tentative de contrer le succès remporté par des partis de gauche grâce à la présentation de candidatures féminines—la "contagion" qui en a parfois résulté<sup>9</sup> sur la question de la représentation des femmes a alimenté de vastes débats sur l'équité entre les sexes. Les systèmes de quotas fonctionnent bien quand les partis présentent des listes fermées, mais ils pèchent par un déficit de démocratie. Les systèmes à liste fermée ont tendance à déconnecter les représentants de leurs électeurs, de sorte qu'ils sont responsables moins devant ces derniers que devant les ténors du parti. Ce problème est exacerbé dans les partis fortement centralisés qui, comme on le voit, sont généralement les plus aptes à promouvoir efficacement la participation des femmes: la direction des partis peut vaincre la résistance aux mesures de discrimination positive et au principe même de l'égalité hommes-femmes.

Ainsi, il apparaît difficile de supprimer, par les seules mesures de discrimination positive, les obstacles culturels bien enracinés qui empêchent les femmes d'accéder au leadership politique. Sans une action de soutien de la part des mouvements féminins nationaux, les mesures de ce type risquent de remplir les forums représentatifs d'élites féminines qui ne diffèrent guère, par leurs origines sociales ou leurs approches politiques, de leurs collègues masculins.

## LE MYTHE DE L'HOSTILITÉ DES ÉLECTEURS

Il est toujours difficile de promouvoir efficacement des candidatures féminines à des fonctions officielles quand les appareils des partis pensent que les femmes n'ont aucune chance d'être élues. Il semble, cependant, que les réticences vis-à-vis de candidatures féminines soient moins importantes chez les électeurs qu'au sein des appareils de parti. Selon un sondage d'opinion réalisé au Brésil par Vox Populis en janvier 2000, les électeurs estimaient que les femmes étaient plus honnêtes, plus dignes de confiance, plus compétentes et plus capables que les candidats masculins; 84 pour cent de l'électorat ont affirmé vouloir une femme comme maire, 80 pour cent comme gouverneur d'État et 72 pour cent comme présidente.<sup>10</sup>

Cette attitude favorable aux femmes est présente dans toute l'Amérique latine. Cinquante sept pour cent des personnes interrogées lors d'un sondage d'opinion Gallup réalisé en 2001 dans cinq grandes villes de la région ont estimé que s'il y avait plus de femmes en politique, le gouvernement n'en serait que meilleur. Soixante neuf pour cent des sondés se sont dits convaincus que leur pays élirait une femme à la présidence au cours des 20 prochaines années.<sup>11</sup> Avant les élections locales de 1988 en Belgique, la loi a été modifiée à l'effet de rendre obligatoire l'impression des prénoms des candidats sur les bulletins de vote afin que les électeurs puissent plus facilement identifier leur sexe. Cela s'est traduit par une augmentation surprenante de 26 pour cent du nombre de femmes élues.<sup>12</sup>

En Inde, les chiffres montrent que si le nombre de femmes élues pour le *Lok Sabha* (la chambre basse du Parlement) a toujours

été honteusement faible, cela tient beaucoup plus à la réticence des partis à présenter des candidatures féminines qu'à celle des électeurs à élire des femmes pour les représenter. Depuis 1957, les candidates ont régulièrement remporté un plus grand succès que les hommes; une femme a, en moyenne, deux fois plus de chances d'être élue qu'un homme.<sup>13</sup> Les électeurs gardent néanmoins une attitude ambivalente, voire hostile, à l'égard des femmes exerçant un pouvoir égal à celui des hommes. Selon un sondage de l'électorat zimbabwéen réalisé en 2001, 29 pour cent des personnes interrogées étaient favorables à une représentation paritaire, et seulement 25 pour cent à un accroissement du nombre de femmes politiques.<sup>14</sup> Les électeurs de l'Europe orientale ont également mis du temps avant d'accepter des femmes dans des postes à responsabilité publique et tendent encore davantage que les Occidentaux à considérer que "les hommes font de meilleurs leaders politiques que les femmes".<sup>15</sup>

## PRÉSENCE ET ACTION DES FEMMES EN POLITIQUE

Au cours des dix dernières années, les systèmes politiques ont opéré des changements importants en vue de relever le niveau de participation des femmes. Même s'il a fallu pour cela que les organisations et mouvements féminins se mobilisent pour faire campagne, la vitesse à laquelle ces changements sont survenus prouve que les institutions publiques sont capables de se montrer très réceptives à la volonté de transformer la société. L'expérience des systèmes électoraux et de l'action positive a démontré que la conception du cadre institutionnel peut déterminer les perspectives qu'ont les femmes d'influer sur les décisions conseils. Cela dit, faciliter l'accès des femmes à des fonctions publiques n'est qu'une première étape de la lutte pour la parité hommes-femmes dans le partage des responsabilités publiques. S'agissant de défendre la cause des femmes, de veiller à ce que les nouvelles politiques aboutissent à un réaménagement des services ou d'établir de nouvelles normes sur la base desquelles seront jugées les actions des fonctionnaires et des responsables politiques, l'efficacité dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels:

- le climat idéologique et son ouverture aux préoccupations féminines
- les postes de leader institutionnel auxquels des femmes sont élues ou nommées une fois qu'elles ont accédé à des responsabilités publiques
- les comités permanents chargés de débattre des textes législatifs ou d'examiner les politiques gouvernementales relevant des compétences de femmes parlementaires
- l'aptitude des partis politiques à réagir aux préoccupations exprimées en faveur de l'égalité hommes-femmes
- les rapports entre les acteurs politiques et les mouvements féminins
- la capacité des institutions publiques à mettre en œuvre les politiques ou à réglementer l'activité des prestataires privés de manière à ce qu'ils respectent les objectifs nationaux d'équité entre les sexes
- l'existence d'une base institutionnelle efficace pour promouvoir l'équité entre les sexes lors de la planification de l'action gouvernementale au sein de l'appareil administratif; un "appareil national" pour les questions concernant les femmes, qui pourrait être un ministère de la femme, un bureau pour l'égalité des chances ou un bureau de la condition féminine
- l'aptitude des systèmes de responsabilité à prendre en compte la spécificité des femmes.

## L'évolution du climat idéologique

Les rôles multiples et accrus joués par les femmes dans la vie politique dépendent dans une certaine mesure des idéologies, en particulier de l'adhésion des partis politiques aux points de vue féministes ou anti-féministes. Les partis de gauche sont plus fortement attachés que ceux de droite aux questions de redistribution et de justice sociale qui préoccupent les mouvements féminins. Ils ont aussi tendance, par tradition, à prendre davantage en compte les préoccupations des femmes et se montrent plus enclins à soutenir les candidatures féminines à une charge publique. Ce fut notamment le cas en Amérique latine,

où des partis de centre-gauche ont prôné des idées favorables à l'égalité hommes-femmes et plaidé pour que soient reconnus aux femmes les droits liés à la citoyenneté. Des groupes révolutionnaires tels que le *Frente Sandinista de Liberación Nacional* au Nicaragua, le *Farabundo Marti* ou le Front de libération national en El Salvador, ou l'*Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca* au Guatemala, se sont particulièrement investis dans la défense des intérêts des femmes.<sup>16</sup>

Cependant, d'un point de vue historique, les partis de gauche n'ont manifesté d'empressement à présenter des candidatures féminines ou à prendre en compte les préoccupations des femmes qu'après que leurs membres féminins se sont mobilisés de manière concertée. Les partis des travailleurs qui trouvaient leurs adhérents et leurs ressources auprès des syndicats ont souvent apporté un soutien théorique au principe de l'égalité hommes-femmes, mais se sont montrés réticents à promouvoir l'accès des femmes à des postes de direction; les femmes s'en sont plaintes auprès du parti au pouvoir, le *Partido dos Trabalhadores* (PT ou Parti des travailleurs) au Brésil. Dans les pays d'Europe orientale, les anciens partis communistes et socialistes n'ont guère été plus efficaces que les partis de droite pour soutenir des candidatures féminines; de nouveaux partis conservateurs, encore modestes, de pays comme la Pologne comptent de nombreuses et excellentes candidates.<sup>17</sup>

Les distinctions idéologiques "gauche/droite" sont devenues moins importantes du fait de l'expansion mondiale des politiques économiques néolibérales et de la politisation simultanée des identités culturelles et ethniques. Dans les pays industrialisés, les partis politiques font généralement campagne pour des politiques macroéconomiques qui reflètent les intérêts des classes qui dominent leurs circonscriptions. Les partis de gauche en appellent à la classe laborieuse, font passer l'emploi avant l'inflation, prônent l'imposition du capital et plaident pour des services publics qui favorisent l'insertion sociale; les partis de droite s'associent aux intérêts des entreprises et des propriétaires terriens et préconisent des politiques opposées. Mais dans les économies en développement et en transition, on défendra moins bien les intérêts de la population en adoptant une position de classe qu'en faisant jouer les solidarités familiales, les réseaux de relations ou les identités ethniques et régionales, la



religion et la race. Ainsi, des partis politiques peuvent se former en s'articulant autour des intérêts d'une ethnie, d'une religion (ou d'une caste, en Inde) ou de groupes sociaux. Les partis de gauche ancien style, avec leurs traditions inclusionnistes et laïques, ont dû réagir à ce phénomène; en même temps, ils devaient faire face au problème de discrédit du socialisme d'État au lendemain du démembrement du bloc soviétique, ainsi qu'aux attaques portées contre une main-d'œuvre syndiquée, représentée par les courants favorables à la libéralisation et à la restructuration.

### Les liens entre les partis et les mouvements féminins

Dans ces conditions, les partis de gauche ont décidé de faire alliance avec des mouvements sociaux et populaires, y compris avec des mouvements féminins. Nombreux sont les partis qui cherchent à s'attirer les faveurs d'électorales lorsqu'il existe de puissants mouvements féminins et lorsque ceux-ci ont joué un rôle déterminant dans le processus de démocratisation; on en trouve les meilleurs exemples en Amérique latine et en Afrique australe. Mais ce ne sont pas les seuls types de partis à essayer de puiser dans le vivier électoral des femmes organisées. En Asie du Sud, c'était aussi une tendance notable chez les hindous nationalistes, chez les musulmans fondamentalistes et dans les partis régionaux fondés sur l'appartenance à une caste ou à une ethnie. Ceux qui représentent les castes inférieures, notamment le Parti Bahujan Samaj dans l'Uttar Pradesh, percevaient les femmes non seulement comme les principaux vecteurs de l'identité de caste ou de l'identité culturelle, mais aussi comme un potentiel particulièrement précieux de soutien électoral. Au moment des élections, des partis régionaux comme le Parti *Telugu Desam* (TDP) dans l'Andhra Pradesh, en ont appelé directement aux électeurs par des gestes populistes tels que la distribution de bouteilles de gaz, la mise en place rapide de programmes d'entraide et de microcrédit pour les femmes. On a préféré multiplier les gestes en faveur des femmes plutôt que d'accroître leur nombre dans les postes de direction ou de réviser la politique du parti en faveur des femmes. Peut-être cela explique-

t-il le fait que les femmes aient brusquement et ostensiblement déserté le TDP lors des élections d'État de 2004.

Les femmes qui défendent des positions féministes au sein des partis et des administrations publiques sont influentes si elles peuvent exercer une pression constante sur la direction. Le parti peut retirer son soutien à un projet de loi important à la dernière minute si des priorités plus pressantes entrent en jeu. Au sein de l'*African National Congress* (ANC) de l'Afrique du Sud, où les féministes sont très présentes dans la direction du parti parlementaire et parmi les membres de base, l'attachement du parti au principe d'égalité hommes-femmes ne peut jamais être tenu pour acquis. Les leaders féminins de l'ANC en ont fait l'expérience lorsque, en 1998, des crédits qui devaient être alloués à leur projet de loi sur les violences conjugales ont été remis en question au profit d'un nouvel accord portant sur l'achat d'armes.<sup>18</sup>

## EVOLUTION DU RÔLE DES FEMMES EN POLITIQUE

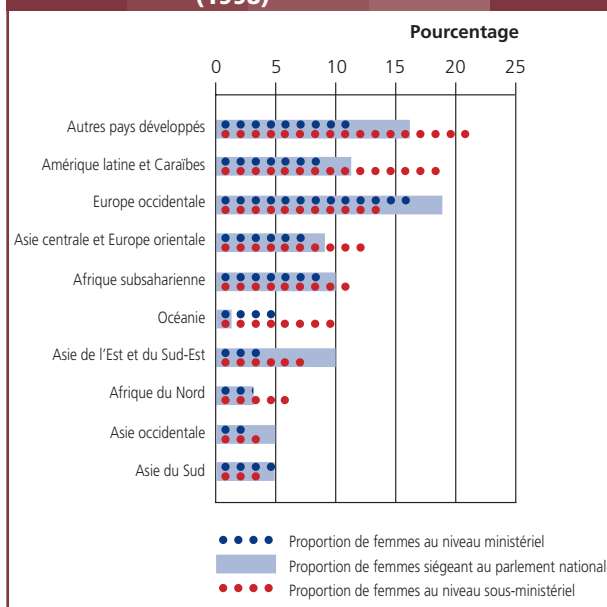
### Les femmes au pouvoir

Alors que le nombre de femmes parlementaires commence à augmenter, leur participation au processus de prise de décisions demeure limitée car elles ont peu de chances d'accéder à des postes de direction. La figure 9.6 montre que le nombre de femmes qui exercent des fonctions directives dans les ministères est à peu près proportionnel au nombre de sièges qu'elles détiennent au Parlement. De ce fait, elles sont minoritaires dans le processus de décision.

Rares sont les femmes qui accèdent au poste de chef d'État ou de gouvernement. On en trouve davantage aux postes de vice-premier ministre, vice-présidente ou présidente du parlement (chambre basse ou haute), généralement de la chambre haute, celle-ci ayant moins de pouvoir direct que la chambre basse. Par ailleurs, les postes ministériels et sous-ministériels généralement confiés aux femmes parlementaires sont le plus souvent des postes typiquement féminins. Les "grands" ministères comme les affaires étrangères, la défense, l'intérieur, les



**Figure 9.6 Femmes occupant des postes ministériels et sous-ministériels, femmes dans les parlements nationaux, moyenne régionale (1998)**



Sources: Calculs effectués d'après Division de statistiques des Nations Unies 2004; ONU 2000a.

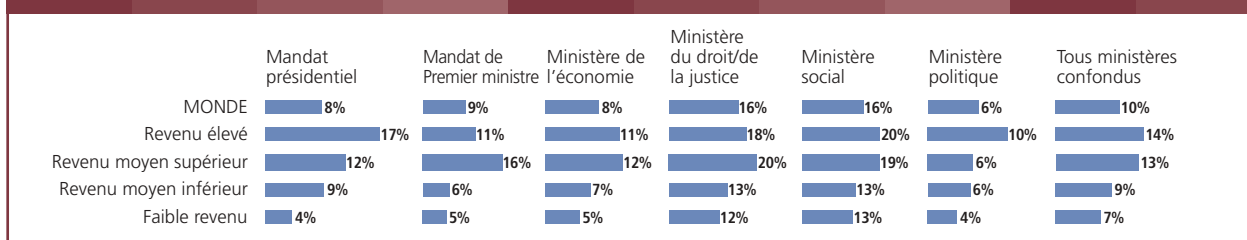
finances, le commerce et l'industrie sont encore la chasse gardée des hommes, alors que les femmes se voient plutôt confier les ministères de l'environnement, des affaires sociales, de la santé, de l'éducation, de la famille, de la parité entre les sexes ou de la condition féminine, et de la culture. Les ministères de la justice et du travail sont plus souvent confiés à des femmes que par le passé (figure 9.7).

## Groupes de travail et travail en comité

Les femmes parlementaires de plusieurs pays ont pris des initiatives pour donner plus de relief aux questions d'égalité hommes-femmes dans les débats législatifs. Certaines ont formé des groupes de femmes pour travailler sur toutes les orientations du parti et coordonner leurs travaux dans des comités législatifs. Dans le domaine législatif, les décisions sont généralement prises dans le cadre de comités permanents. La composition de ces comités du point de vue du ratio hommes/femmes reflète clairement l'importance que l'on attache aux décisions qu'ils prennent. Les femmes se sont battues pour participer aux travaux de comités plus importants: nominations, dotations budgétaires, finances ou comptes publics. Au lieu de cela, on les assigne le plus souvent à des comités traitant de la santé et de la protection sociale, de la jeunesse, de l'environnement, de la culture, des transports et des consommateurs, c'est-à-dire à des comités qui passent pour être compétents dans les domaines politiques intéressant directement les femmes.

Les femmes parlementaires ont parfois tenté de contrer cette tendance en créant des comités permanents sur les droits de la femme et sur l'égalité des chances. L'un des plus fameux d'entre eux est le Comité permanent conjoint sur l'amélioration de la qualité de vie et de la condition de la femme, comité parlementaire de l'Afrique du Sud créé initialement pour évaluer l'action gouvernementale par rapport à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Cet organe a ensuite été intégré de façon permanente

**Figure 9.7 Mandats ministériels confiés à des femmes dans le monde, moyennes régionales (1998)**



Sources: Calculs effectués d'après ONU 2000a.

dans le système de comités parlementaires; il est chargé d'évaluer l'impact de nouvelles législations sur les femmes. Il œuvre également en faveur de changements institutionnels au sein du parlement lui-même en remettant en cause les heures de présence peu compatibles avec la vie de famille et en dénonçant l'absence de services de garde d'enfants. Ces changements permettraient aux femmes parlementaires de gagner en efficacité.

Même si les comités parlementaires sur les droits de la femme ne jouissent pas d'un droit automatique d'examen des nouvelles législations, ils peuvent cependant exercer une certaine influence en politisant les travaux du gouvernement qui intéressent les femmes. Cela dit, ces comités risquent de nuire à la cause des femmes dans la mesure où ils peuvent devenir des ghettos de femmes parlementaires traitant uniquement de questions concernant les femmes. Aux Philippines, les deux chambres du Congrès ont des comités sur la protection sociale des femmes, ce qui veut dire que les décisions en matière de travail qui touchent les femmes sont examinées par ces comités, et non pas par le comité du travail. De même, les femmes parlementaires sont concentrées dans "leurs" comités, et non pas dans d'autres comités plus puissants tels que ceux des affaires étrangères ou des comptes publics.<sup>19</sup>

## PARTIS POLITIQUES ET MOBILISATION DES FEMMES

Les partis politiques sont les principaux tremplins permettant aux femmes d'être sélectionnées pour assumer une charge. Les partis politiques sont également d'importantes enceintes du débat politique et, par conséquent, les principales institutions qui visent la promotion de l'égalité hommes-femmes. Les mouvements féminins doivent connaître les "conditions dans lesquelles les partis politiques servent d'agents d'exécution institutionnels pour promouvoir les intérêts des femmes et améliorer leur condition".<sup>20</sup> Mais les partis politiques n'ont pas été des promoteurs exemplaires des intérêts des femmes. Ils ont rarement accordé la priorité aux questions d'égalité hommes-femmes et, le plus souvent, n'ont encouragé des candidatures féminines

que par contrainte ou par obligation. Même si les femmes constituent souvent les "brigades de choc" des campagnes électorales et des collectes de fonds, les partis du monde entier semblent hostiles à la participation des femmes à la prise de décisions, en particulier aux niveaux les plus élevés. Il ressort des maigres données disponibles que rares sont les partis dans le monde où des postes de direction et de gestion sont confiés à des femmes en proportion du pourcentage des populations qu'elles représentent.

On pense que ce sont les partis ayant des règles et des hiérarchies bien établies, des procédures de sélection transparentes, une structure organisationnelle distincte et autonome ainsi qu'une discipline stricte qui sont les mieux à même de soutenir la participation des femmes.<sup>21</sup> Mais sans démocratie interne—et sans attachement à une cause—même les partis bien institutionnalisés peuvent être hostiles à la participation des femmes. Au Comité central du Parti communiste chinois, le pourcentage de sièges attribués à des femmes n'a jamais été élevé, atteignant un maximum de 10 pour cent en 1973 sous le régime maoïste, quand les sièges étaient occupés par les épouses des grands leaders. Depuis les années 1980, la présence des femmes au Comité central n'a cessé de régresser, seules cinq femmes ayant été élues sur 198 sièges brigüés lors des élections de 2002.<sup>22</sup> En Europe orientale, les anciens partis communistes comp- taient également peu de femmes dans leurs comités centraux.

Dans les pays en développement, les partis sont souvent faiblement institutionnalisés. Les ressources, les sièges et les postes sont attribués par voie de parrainage, sans système de transparence et de contrôle interne. Ces partis ont souvent des systèmes de direction personnalisée fondés sur des dynasties familiales, et le processus décisionnel n'est pas ouvert à la contestation interne. Les relations familiales avec les hommes politiques en vue sont l'un des rares moyens dont disposent les femmes pour entrer dans ces systèmes et accéder à des postes de direction. Lorsqu'une femme a obtenu par ce biais un poste au sein d'un parti, il est peu probable qu'elle recherchera des contacts avec le féminisme organisé ou d'autres vecteurs d'aspirations féminines dans la société civile, ou qu'elle contestera la hiérarchie masculine du parti en épousant des causes féministes. Aux Philippines, il est quasiment entré dans les mœurs de se partager les responsabilités politiques au sein de la famille.

Les épouses d'hommes politiques proposent spontanément de remplacer leur mari en occupant son siège au nom de la famille; les époux, quant à eux, observent la pause prescrite par la loi pour se conformer aux règlements limitant le nombre de mandats successifs.<sup>23</sup>

## Les factions féminines des partis

Les partis ont parfois créé des “factions féminines” pour mobiliser des électrices et recruter de nouveaux membres parmi les femmes. Cependant, ces factions ont souvent été récupérées par les épouses de leaders masculins et n'ont pas constitué un terrain propice pour développer un leadership féminin du parti ou promouvoir une politique d'équité entre les sexes.<sup>24</sup>

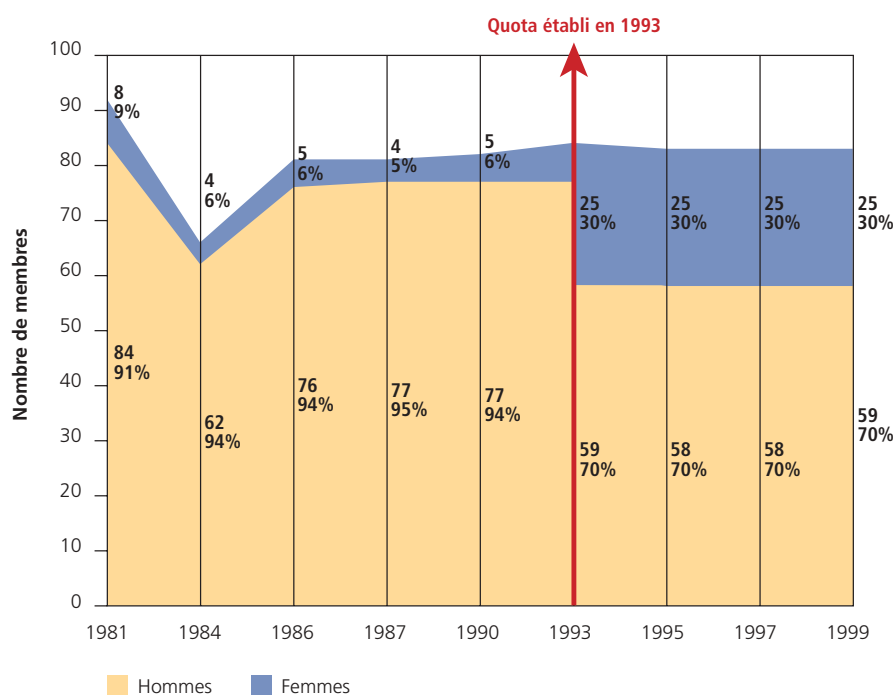
En Afrique subsaharienne, même la *Women's League* de l'ANC, la plus grande faction féminine de la région et la plus active, tous partis confondus, a eu du mal à contester le leadership masculin du parti sur la représentation féminine au comité exécutif national et à remettre en question les quotas de femmes sur les listes électorales du parti. Si elle y est finalement parvenue, elle le doit aux actions menées par des militantes de l'ANC œuvrant en marge de la *Women's League*, conjointement avec des organisations féministes de la société civile. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, les factions féminines des partis dominants ont essayé de contrôler et de contenir le vaste mouvement féminin en mobilisant les énergies féminines pour soutenir le président. Au Ghana, le Mouvement des femmes du 31 décembre présidé par Nana Konadu Agyeman Rawlings est un exemple notoire, mais ces pratiques, chères aux épouses d'hommes politiques pour monopoliser les ressources internationales allouées au développement de la femme et restreindre les activités associatives féminines indépendantes, n'incitent guère les femmes à se lancer dans la vie publique.<sup>25</sup>

Ailleurs, en Afrique subsaharienne, le discrédit dont souffrent les politiques monopartites de “l'homme fort” a conduit à contester les structures féminines d'appui aux hiérarchies masculines du parti. Au Botswana, les militantes de base des principaux partis politiques ont dénoncé le conflit d'intérêts qui

empêche les épouses d'hommes politiques de promouvoir les intérêts des femmes et sont en train d'apporter aux factions féminines du parti un nouveau leadership et des structures réorganisées. Une organisation féministe de la société civile, *Emang Basadi*, a régulièrement tenu des conférences où elle invitait les factions féminines de partis à faire rapport sur les progrès accomplis dans l'application des quotas établis pour les listes électorales et dans l'intégration des femmes dans la direction des partis.<sup>26</sup>

La décision d'introduire des quotas de femmes dans les postes de direction des partis a contribué à briser la résistance des partis à l'idée de voir des femmes occuper des postes au sommet de la hiérarchie, mais cette percée des femmes a été plus difficile à réaliser que l'introduction de quotas de femmes sur les listes électorales. En Afrique australe, seul l'ANC a un quota de femmes dans son comité exécutif national, et cette idée a mis plus de temps à triompher que la dure bataille pour obtenir 30 pour cent de candidates sur les listes électorales. Au Brésil, quatre partis ont des quotas internes et ce sont les seuls à avoir plus de 10 pour cent de femmes dans leurs mécanismes décisionnels. Lorsque l'opposition à la participation des femmes est forte, les quotas deviennent des plafonds et non des incitations à la présence des femmes dans la vie politique. Le *Partido dos Trabalhadores* (PT; Parti des travailleurs) a introduit son quota en 1993, et depuis lors, la proportion de femmes au sein de la direction est exactement la même, soit juste un peu moins de 30 pour cent (figure 9.8), de sorte qu'elle ne reflète pas même la proportion de membres féminins du parti, soit 40 pour cent.

Dans certains pays en développement, les partis politiques introduisent un plus grand degré de démocratie interne en permettant à leurs membres, au niveau de la branche, de participer à la sélection des candidats et des décideurs à l'intérieur du parti. Au Mexique, par exemple, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) était connu pour sa manière centralisée d'exercer le pouvoir et pour son manque de transparence dans les processus de sélection. En 2001, il a réagi à la défaite électorale en introduisant des primaires—élections directes par les militants—permettant ainsi à la base du parti d'élire environ la moitié des candidats. Depuis, d'autres partis mexicains lui ont emboîté le pas.<sup>27</sup> Au Brésil, le Parti des travailleurs a introduit en 2001 des

**Figure 9.8 Conseil national du parti des travailleurs, données ventilées par sexe, Brésil (1981-1999)**

Source : Sacchet 2004.

élections directes similaires pour ses candidats. A Porto Rico, l'utilisation de primaires par les partis politiques pour leur processus de nomination pendant les années 90 a permis l'élection d'un plus grand nombre de femmes par la base qu'il n'en avait été auparavant désignées par les leaders, en particulier dans les deux partis qui représentent la majorité des sièges.<sup>28</sup> Au Botswana, lorsque le parti au pouvoir a introduit des primaires en 1999, cela s'est traduit par une montée spectaculaire des candidatures féminines: les femmes en compétition pour des nominations par le parti étaient dix fois plus nombreuses que le total de femmes désignées pour toutes les élections passées, tous partis confondus. Les partis d'opposition ont fait de même, ce qui a entraîné une nette augmentation du nombre de candidates à des sièges dans l'ensemble du pays.

## La création de partis des femmes

La frustration des femmes devant le machisme des partis politiques a parfois conduit celles-ci à créer leurs propres partis. Ce n'est certes pas là un phénomène nouveau, puisque c'est ainsi que des femmes sont entrées en politique dans certains pays du Nord dès les premières années du XXe siècle. En Islande, par exemple, ces partis ont permis à des femmes d'obtenir une charge publique, la Liste des femmes ayant remporté 22 pour cent des votes pour le conseil municipal de Reykjavik en 1908.<sup>29</sup> Aux Philippines, les partis des femmes existent depuis les années 50, et six partis féminins ont présenté des candidates aux élections législatives de 1998. En Afrique du Sud, deux partis féminins ont participé aux élections de 1994.

Suite aux modifications apportées aux systèmes électoraux, qui permettent aux organisations non-gouvernementales de

présenter des candidats aux élections, comme en Arménie ou aux Philippines, certains groupes sociaux dont les intérêts ne sont pas représentés par les partis classiques ont désormais la possibilité d'obtenir un soutien électoral. Aux Philippines, la loi sur le système de listes électorales de 1995 réservait à ces groupes 20 pour cent des sièges à la Chambre des Représentants. Ils font campagne au niveau national, pas au niveau des circonscriptions locales, et sont donc en mesure de susciter un intérêt transnational sur les questions d'égalité hommes-femmes.

## Campagnes difficiles

Lorsque le bon déroulement des campagnes politiques est régulièrement hypothéqué par des crimes ou des violences, il arrive que les candidates féminines se désistent car elles n'ont pas envie d'opter pour la violence ni de rechercher le soutien de réseaux criminels. La plupart des "matamores" locaux mobilisés pour intimider les opposants pendant des élections sont de jeunes hommes, et ils sont parfois organisés par les "factions de la jeunesse" des partis. L'exemple du club de football de Soweto de Winnie Mandela en Afrique du Sud montre que certaines femmes ont recours aux groupes d'appui de ce type, mais il y a moins de femmes que d'hommes à employer de telles pratiques.

L'impact de la corruption et de la violence sur la participation féminine à la vie politique est manifeste au Zimbabwe. La répression politique et le climat général d'insécurité ont rendu extrêmement dangereux tout engagement dans l'opposition. Depuis le début des années 1990, la participation des femmes aux élections nationales et locales a diminué. En 1997, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe a approuvé un objectif de représentation féminine dans la fonction publique de tous les États membres. Au Zimbabwe, le *Women in Parliament Support Unit* a alors écrit à tous les partis politiques pour leur rappeler la nécessité d'accroître la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions. Peu de partis ont répondu, mais un porte-parole du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), le principal parti d'opposition, a expliqué que, compte tenu des violences politiques et des actes d'intimidation auxquels étaient actuellement confrontés

les candidats du MDC, son parti n'encourageait pas les femmes à présenter leur candidature: "Chacun sait dans quel climat politique nous opérons. Si aucun changement n'intervient pour permettre aux candidates de faire campagne librement, sans avoir à craindre des actes de harcèlement ou d'intimidation, nous verrons de moins en moins de femmes désignées comme candidates pour les conseils locaux".<sup>30</sup>

Autre problème important: l'origine des moyens de financement des campagnes. Les listes ouvertes, propres aux systèmes de représentation proportionnelle et aux circonscriptions uninominales, aggravent les problèmes rencontrés par les femmes pour collecter des fonds. Le fait de privilégier les candidatures individuelles incite à mener des campagnes personnelles et à adresser des appels directs aux électeurs. Cette situation encourage du même coup les pratiques de parrainage, qui consistent pour les politiciens à rechercher des alliances avec des individus suffisamment puissants pour mobiliser leurs "clients" ou les personnes dépendant d'eux et constituer ainsi des "banques" de suffrages en échange de l'accès à des fonds publics.<sup>31</sup> Les candidats cherchent également des moyens de financement auprès de leurs partis. Cependant, les candidates ont l'impression que les partis consacrent davantage de ressources au financement des campagnes des candidats masculins "sûrs".<sup>32</sup> La plupart des pays qui ont atteint une "masse critique" de femmes dans les organes élus versent des subventions publiques pour les campagnes politiques.

## Réduire les écarts entre les suffrages masculins et féminins

Les partis politiques ont besoin de s'attirer les faveurs des électrices. Cela devrait, théoriquement, encourager une meilleure représentation des intérêts féminins dans les plates-formes politiques des partis ainsi qu'une plus grande responsabilisation électorale à l'égard des femmes. Mais les partis ne voient la nécessité d'attirer les suffrages féminins de cette manière que quand il y a une "disparité hommes-femmes" notable dans le comportement des électeurs.<sup>33</sup> Les différences entre les votes

### Encadré 9.3 Chili: Une affaire de votes plus que de conviction

En 1995, le gouvernement du Président chilien Eduardo Frei Ruiz-Tagle a introduit un Plan progressiste pour l'égalité des chances. Ce plan se distinguait par son langage féministe et par ses objectifs, notamment l'élargissement des droits de la femme en matière de procréation et la reconnaissance des couples non traditionnels, autant de mesures controversées dans une société catholique conservatrice. Ce plan préconisait également un assouplissement des contrôles concernant les ambitions du bureau national de femmes, le *Servicio Nacional de la Mujer*, ainsi qu'une meilleure dotation de son budget.

Cette mystérieuse orientation du Parti *Concertación* du président Frei s'explique par le fait qu'il existait depuis longtemps une différence marquée, dans les élections chiliennes, entre les votes masculins et féminins. A chaque élection présidentielle depuis 1952, on a observé un écart entre les votes masculins et les votes féminins, compris entre 14 pour cent en 1964 et 3 pour cent en 1993. Le poids électoral des femmes s'est accentué à mesure qu'elles ont atteint et dépassé le niveau de parité dans les résultats du scrutin, obtenant la majorité (52 pour cent) lors des élections présidentielles de 1989.<sup>35</sup>

Il semble donc que la mise en place de ce plan était plus une tentative de s'assurer un soutien parmi l'électorat féminin du pays qu'une réponse aux pressions exercées par les groupes féminins ou à une initiative de femmes parlementaires.<sup>36</sup> Au Chili, les femmes ne votent pas plus conservateur que les hommes, et leurs suffrages n'ont véritablement été décisifs que lors d'une élection (1958); mais elles sont encore considérées comme un important groupe d'électeurs sans allégeance partisane, capable de jouer un rôle capital lors d'élections présidentielles. Avec la Conférence de Beijing sur les femmes qui se profilait en 1995, le gouvernement avait besoin d'afficher des références féministes vis-à-vis de l'électorat féminin.

Source: Baldez 1997.

masculins et féminins ne sont apparues que récemment dans de nombreuses démocraties occidentales, après de nombreuses décennies au cours desquelles les votes féminins et masculins ne différaient en rien, sinon par une légère préférence féminine pour les candidats conservateurs. Cela a commencé à changer dans les années 80 dans des pays comme les États-Unis, le Canada et l'Australie, où les femmes ont commencé à apporter leur soutien à des partis libéraux ou de centre-gauche.<sup>34</sup> Dans de nombreux pays en développement, la prise de conscience de la différence entre les suffrages féminins et masculins est un phénomène relativement récent. Les votes ne pouvant pas être classés par sexe, cette prise de conscience dépend généralement de la question de savoir si des organisations féministes ont fait des efforts pour mesurer et rendre publique une différence hommes-femmes dans les suffrages comme moyen d'accroître leur influence politique. Il existe des cas où l'existence d'une différence importante entre les suffrages masculins et féminins a eu un effet sensible sur le choix politique (voir l'encadré 9.3).

## EVALUER L'ACTION POLITIQUE DES FEMMES

Les femmes politiques défendent-elles efficacement les intérêts des femmes ainsi que la cause de l'égalité hommes-femmes? Comme les hommes politiques, les femmes traitent les problèmes qui préoccupent leurs électeurs et leurs partis. Quant à celles qui représentent des groupes sociaux traditionnels ou des partis conservateurs, la question de l'égalité hommes-femmes n'est pas nécessairement inscrite dans leur programme. Quand on sait comment les partis utilisent leurs systèmes de sélection pour éliminer à l'occasion des féministes déclarées, considérées comme un handicap électoral, il n'est pas étonnant que des femmes politiques se démarquent de telles préoccupations. Leurs liens avec des organisations féminines militantes peuvent être faibles ou inexistantes. En Namibie, par exemple, très peu de femmes parlementaires ont milité au sein d'organisations féminines avant d'obtenir un siège au Parlement.<sup>37</sup> Lorsque des hiérarchies de type familial, des politiques identitaires et des

systèmes de sélection machistes restreignent le nombre de femmes dans les postes de direction, cela conduit généralement à l'élimination des femmes opérant sur une base autonome au sein de la société civile. Dans les sociétés fonctionnant sur ce mode-là, le fait de parvenir à la "masse critique" de 30 pour cent de participation féminine n'infléchira pas nécessairement dans un sens féministe la politique mise en œuvre et les décisions à prendre.

Les femmes parlementaires ne sont pas toujours unanimes sur un grand nombre de questions, y compris sur des questions touchant à leur parti, à leur classe, à leur groupe ethnique ou à leur affiliation religieuse, de sorte que leur impact législatif dans le domaine de l'égalité hommes-femmes est sans doute inégal. Aux Philippines, la participation des femmes au Congrès a plus que doublé entre 1987 et 2001, passant à 18 pour cent des membres du Parlement; mais cette forte augmentation de sièges occupés par des femmes ne s'est pas traduite par la présentation et l'approbation d'un grand nombre de projets de loi répondant aux préoccupations féminines.<sup>38</sup> Au contraire, les profondes divisions entre femmes parlementaires sur des questions à forte charge émotionnelle telles que les droits en matière d'avortement ont eu pour effet de freiner les avancées dans la législation sur la santé reproductive. A la fin de 2003, des femmes opposées au projet de loi sur les droits en matière de procréation, déposé au *House Health Committee*, ont réitéré à voix haute des chapelets pour perturber l'examen de ce projet de loi. L'église catholique a mobilisé les opposants à ce projet et condamné publiquement ses partisans, de sorte que le nombre de parlementaires féminins ou masculins disposés à le soutenir a diminué de manière spectaculaire.

## Progrès inégaux

Les expériences conduites dans certains pays industrialisés montrent que la présence de femmes sur l'échiquier politique peut faire avancer la cause de l'égalité hommes-femmes dans les décisions prises par l'État. Des études de cas portant sur les programmes législatifs de femmes exerçant une charge publique confirment cette constatation, même si l'on ne dispose pas encore de données comparatives transnationales faisant l'objet d'un

classement systématique. Ces femmes, même en gardant à l'esprit les intérêts divergents du parti, font de leur mieux pour déposer et faire adopter des projets de loi traitant de l'élargissement des droits du citoyen pour la femme. Aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et en Australie, ces questions ont fait l'objet de travaux pendant au moins deux décennies. Des études sur la participation au débat législatif et sur les projets de loi déposés par des acteurs politiques montrent sans ambiguïté que même si les femmes et les hommes partagent en général les mêmes orientations (au Canada, par exemple, dans l'économie, la politique sociale et le domaine de l'emploi<sup>39</sup>), les femmes parlementaires auront plus tendance que leurs homologues masculins à présenter des projets de loi sur des questions concernant les droits des femmes, la famille ou les enfants.<sup>40</sup>

Il est difficile de dire dans quelle mesure l'augmentation du nombre de femmes au sein des gouvernements des pays en développement a influé sur l'élaboration des politiques. Une première raison tient au fait qu'à l'exception des États socialistes, trop peu de femmes ont exercé une charge publique pendant suffisamment longtemps pour que l'on puisse déceler une influence notable sur les politiques mises en œuvre. Un autre élément limitant la capacité des femmes parlementaires à influencer sur l'élaboration des politiques est la faible marge d'innovation politique dont disposent les États fortement tributaires du soutien d'institutions financières internationales. Même si l'on a tendance à exagérer en prêtant à la libéralisation la capacité de restreindre la marge de manœuvre des gouvernements, il est incontestable qu'une conjoncture économique défavorable et une situation de dépendance par rapport à l'aide extérieure limitent les ressources disponibles pour mener des politiques progressistes en matière d'égalité hommes-femmes, et incitent à reléguer au second plan les préoccupations sociales afin de soutenir la croissance économique nationale et de créer un climat favorable à l'investissement.

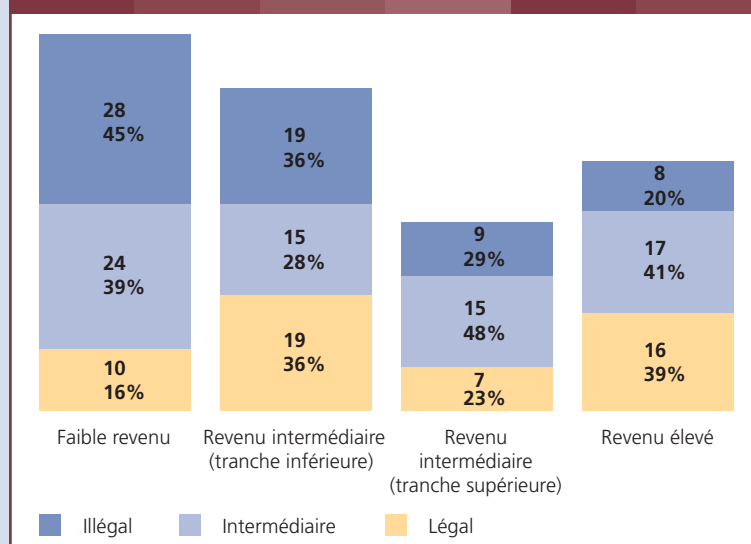
Aussi difficile soit-il de mesurer l'influence des femmes sur l'élaboration des politiques dans différentes régions et dans des situations très différentes, il est important de vérifier des hypothèses selon lesquelles les femmes en exercice au sein de l'appareil d'État aideront à faire progresser la cause de l'égalité hommes-femmes. Une corrélation peut occasionnellement apparaître



### Encadré 9.4 Des femmes en politique: Quelle différence? Évaluation empirique du cas concernant les lois sur l'avortement

Actuellement, l'avortement n'est légalisé que dans 28 pour cent seulement des pays (voir figure 9.9). Même si la situation s'est améliorée au cours des 15 dernières années, environ 34 pour cent des pays considèrent l'avortement comme illégal en toutes circonstances.

**Figure 9.9** Légalité de l'avortement par niveau de revenu des pays (2001)



Note: L'avortement n'est "légal" que dans les pays où l'avortement sur demande est autorisé. Il est "illégal" uniquement dans les pays où il n'est autorisé en aucune circonstance, bien qu'en général, une exception soit faite lorsque la vie de la femme est en danger. Mais cette exception n'existe pas à Malte, au Chili ni en El Salvador. Le statut de l'avortement est "intermédiaire" dans les pays où il n'est ni "légal" ni "illégal" (l'avortement peut être légal dans certaines circonstances, notamment lorsque la santé physique ou mentale de la femme est menacée).

Source: calculs effectués d'après ONU 2000a.

variables accroîtra (dans une proportion similaire) la probabilité que l'avortement sur demande soit déclaré légal, et réduira (dans une proportion légèrement inférieure) le risque d'avoir des dispositions légales rigides spécifiant que l'avortement est "illégal".

Des variables comme le niveau d'alphabétisation des femmes, le revenu national et la question de savoir si le pays est de religion catholique romaine jouent aussi un rôle certain. La probabilité que l'avortement sur demande soit légalisé sera faible dans un pays à faible revenu, et forte dans un pays classé "en transition" ou "pas libre"<sup>\*</sup>. Le taux d'alphabétisation des femmes n'est un facteur important qu'en cas de passage d'une situation où l'avortement n'est légal en aucune circonstance à une situation où il est autorisé dans les limites d'une réglementation stricte. Le passage d'une situation d'interdiction absolue de l'avortement à une situation où il peut être autorisé sous certaines conditions est peu probable dans un pays catholique romain, dans un pays à faible revenu ou dans un pays à faible/moyen revenu.

Attention! L'analyse empirique qui vient d'être développée ne démontre aucun lien de causalité, mais reflète seulement les relations statistiques de variables déterminant la rigidité ou la souplesse des lois sur l'avortement.

Note: <sup>(\*)</sup> Classifications utilisées par Freedom House ([www.freedomhouse.org](http://www.freedomhouse.org)). Les pays sont classés dans la catégorie "pas libres" en fonction du score obtenu lors d'une enquête qui mesure les droits politiques et les libertés civiles. L'expression "nations en transition" désigne les pays post-communistes.

Source: Cueva 2004.

Dans quelles conditions certains pays accèdent-ils à une demande d'avortement, alors que d'autres la rejettent? Pour répondre à cette question, on a évalué un modèle logistique empirique en prenant comme principales variables le niveau de revenu des pays, le niveau de participation des femmes à la vie politique et économique, le niveau d'instruction des femmes, le régime politique et la religion d'État. Les pays ont été classés en trois catégories, en fonction de leur législation sur l'avortement:<sup>41</sup>

- L'avortement est légal sur demande ("légal").
- L'avortement est légal dans certaines circonstances ("intermédiaire").
- L'avortement est illégal en toutes circonstances (sauf quand la vie de la femme est en danger ("illégal").

Les résultats sont frappants. La participation des femmes à la vie économique et politique est la principale variable incitant ou non les pays du monde entier à adopter des lois sur l'avortement. Une augmentation de 1 pour cent de l'une ou l'autre de ces



entre le nombre de femmes investies d'une charge publique et l'amélioration de la condition féminine, que cette amélioration se traduise par une baisse du taux de mortalité maternelle, par un accroissement du niveau de l'éducation des femmes, par une diminution des violences conjugales ou même par une distribution plus équitable des éléments d'actif et de patrimoine entre les femmes et les hommes. Même s'il existe parfois des relations de cause à effet entre la présence de femmes dans l'appareil d'État et ce type de résultats, il est actuellement un domaine où l'on peut mesurer l'étroite corrélation entre le nombre de femmes dans l'appareil d'État et les changements politiques opérés: c'est celui des droits en matière d'avortement (voir l'encadré 9.4). La relation statistique entre le nombre de femmes politiques et les droits en matière d'avortement, si étroite soit-elle comparativement à toute autre variable examinée, ne permet pas de conclure à un rapport de causalité: il se peut que des partis favorables au progrès social aient introduit des droits en matière d'avortement, contribuant ainsi à créer un climat propice à la

responsabilisation politique des femmes. Pour autant, la relation est frappante.

Dans un domaine différent—la violence contre les femmes—une étude a constaté, au contraire, une faible relation de cause à effet entre la proportion de femmes au parlement et les résultats obtenus sur le plan politique.<sup>42</sup> Elle a également conclu que la corrélation entre le nombre ou le pourcentage de femmes siégeant dans les organes législatifs et la manière dont les femmes parlementaires influent sur l'action publique, n'était pas pertinente.<sup>43</sup> Même si des féministes à titre individuel ou des groupes de femmes parlementaires exercent une influence non négligeable en tant qu'actrices politiques pour faire progresser la cause des droits de la femme, l'étude a mis en évidence que la présence d'un puissant mouvement féminin autonome était une explication plus plausible pour les mesures prises par un gouvernement contre la violence à l'égard des femmes que la seule présence de femmes au parlement.

## Notes

- 1 Molyneux 1994; Jie 2004.
- 2 Kenworthy et Malami 1999: 254-255.
- 3 Dahlerup 1986; Beckwith 2002.
- 4 WEDO 2001.
- 5 Meintjes 2003.
- 6 Jayaweera 199: 421.
- 7 Narayan et coll. 1999: 2.
- 8 Matland 1999; Reynolds 1999; Yoon 2001.
- 9 Matland et Studlar 1996.
- 10 CFEMEA 2000: 2.
- 11 Inter-American Dialogue 2001.
- 12 Darcy et coll. 1999 : 150.
- 13 Narayan et coll. 1999.
- 14 Women in Parliament Support Unit 2001: 4.
- 15 Wilcox et coll. 2003, cité dans Fodor 2004a: 15.
- 16 Luciak 2001.
- 17 Fodor 2004a: 21.
- 18 Selolwane 2004: 72.
- 19 Sobritchea 2004: 5.
- 20 Beckwith 2000: 439.
- 21 Norris et Lovenduski 1993; Walyen 2000.
- 22 Jie 2004.
- 23 Sobritchea 2004: 5.
- 24 Tsikata 2001.
- 25 Sow 2004; Tripp 2000; Tarmale 1999.
- 26 Selolwane 1997 et 1999.
- 27 Baldez 2004.
- 28 del Alba Acevedo 2000: 19.
- 29 Sunshine for Women 2004.
- 30 Sunshine for Women 2004.
- 31 Nicolau et Schmitt 1995: 144.
- 32 Sacchet 2004: 13; Goetz 2003: 134.
- 33 Mueller 1998: 31.
- 34 Hayes et McAllister 1997: 6.
- 35 Hayes et McAllister 1997: 1.
- 36 Baldez 1997.
- 37 Bauer 2004: 17.
- 38 Sobritchea 2004: 7, citant Naz 2002: 27.
- 39 Tremblay 1998: 450.
- 40 Thomas 1991; Dodson et Carroll 1991; Kathlene 1994; McAllister et Studlar 1992; Vega et Firestone 1995; Norris 1996.
- 41 Les lois sur l'avortement sont généralement classées en sept catégories: i) légal sur demande, ii) légal pour des raisons sociales et économiques, iii) autorisé en cas de malformation du fœtus, iv) autorisé en cas de viol ou d'inceste, v) autorisé pour protéger la santé mentale de la femme, vi) autorisé pour protéger la santé physique de la femme et vii) illégal (avec une exception dans presque tous les pays: lorsque la vie de la femme est en danger).
- 42 Weldon 2002 : chapitre 4.
- 43 Weldon 2002 : 14.